

N° 189

SÉNAT

PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1992 - 1993

Annexe au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992.

PROPOSITION DE LOI

tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics,

PRÉSENTÉE

Par M. Jean-Pierre FOURCADE,

Sénateur.

(Renvoyée à la commission des Affaires sociales sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

Transports- Conflits du travail.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Les graves perturbations entraînées par les dernières grèves survenues dans les services publics de transport ont démontré, une fois encore, l'insuffisance et l'inadaptation des règles législatives édictées en la matière.

Faute d'une intervention du législateur pour prévoir des règles adaptées aux conflits dans les services publics, on constate un certain détournement du droit de grève. C'est ainsi que celui-ci ne constitue plus l'ultime recours en cas d'échec des négociations, mais bien plutôt leur préalable.

Cependant, les règles posées par le code du travail en ce qui concerne la conciliation, la médiation et l'arbitrage sont très largement inadaptées aux services publics, en raison de leur lourde mise en oeuvre et des longs délais qu'elles supposent.

En outre, il est difficile d'imposer à l'Etat un arbitrage, dès lors que ce dernier a des conséquences sur les finances publiques. Le règlement pacifique des conflits du travail ne se présente donc pas dans le secteur public, à l'égal du secteur privé.

Il revient donc au législateur d'instaurer une procédure de médiation propre au secteur public, qui redonnerait sa juste place à la négociation entre les partenaires sociaux.

Le deuxième enseignement qui peut être tiré des derniers mouvements sociaux concerne les modalités de la grève.

Aucun texte législatif d'ensemble ne régleme l'exercice du droit de grève dans les services publics, alors même que le Préambule de la Constitution de 1946 y incitait le législateur. Ce texte dispose en effet que "le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent".

Or, les mesures législatives adoptées depuis 1946 ne règlent que des points particuliers de l'exercice du droit de grève dans les services publics.

Des lois interdisent l'exercice du droit de grève à certaines catégories de fonctionnaires : la loi n° 47-2384 du 27 décembre 1947 relative aux Compagnies Républicaines de Sécurité, la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 sur les personnels de Police, la loi n° 58-696 du 6 août 1958 concernant le statut des services extérieurs de l'administration pénitentiaire et l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature.

Les lois n° 63-777 du 31 juillet 1963 et n° 82-889 du 19 octobre 1982 ne comportent que des dispositions relatives au préavis, à l'interdiction de certaines formes de grèves (grèves tournantes ou échelonnées) et aux retenues sur traitement.

Enfin, le législateur est intervenu pour organiser un service minimal uniquement dans le service public de la radio et de la télévision (loi n° 79-634 du 26 juillet 1979) et dans celui du contrôle et de la sécurité de la navigation aérienne (loi n° 84-1286 du 31 décembre 1984).

En dehors de ces lois parcellaires, les mesures propres à assurer le fonctionnement continu du service résultent de la seule appréciation de l'autorité administrative ou de la direction de l'entreprise publique, sous le contrôle du juge administratif. En raison de la "carence législative", le juge ne peut qu'essayer au cas par cas de concilier deux valeurs constitutionnelles qui, par essence et fondamentalement, sont antinomiques, à savoir : le libre exercice du droit de grève et le principe de continuité du service public.

Bien plus, lorsque l'autorité administrative ou la direction d'une entreprise publique se révèlent incapables, ou sont dans l'impossibilité, d'organiser un service minimal, le Gouvernement lui-même ne dispose que de peu de moyens pour assurer la continuité du service public. La loi du 13 juillet 1938 autorise le Gouvernement à signer des décrets de réquisition "lorsque l'intérêt supérieur du pays l'exige". Or, force est de constater que la base légale de ces décrets fut souvent contestée puisque initialement cette loi portait organisation de la nation en temps de guerre, et que sa mise en oeuvre lourde et solennelle la rendit très largement inefficace. On ne fera que rappeler

l'échec des décrets de réquisition en date du 2 juillet 1963, lors de la grève dans les houillères de bassin et les Charbonnages de France.

*

* *

Ce double constat de carence au niveau de la négociation préalable et du déroulement de la grève nous amène à prévoir deux séries de mesures dans la proposition de loi qui vous est soumise.

Elle institue, premièrement une procédure de médiation obligatoire, préalablement au dépôt de tout préavis de grève.

Cette procédure s'applique aux personnels relevant du service public, tels que définis à l'article L. 521-2 du code du travail.

Elle se définit par :

- son caractère obligatoire en cas d'échec de négociations et préalablement à toute grève ;

- l'obligation faite au ministre de tutelle ou, le cas échéant, au représentant de l'Etat dans le département, de nommer, dans un délai de cinq jours, un médiateur extérieur à l'entreprise ou au service sur saisine soit de l'autorité hiérarchique ou de la direction, soit des organisations syndicales représentatives au regard des dernières élections professionnelles ;

- la souplesse du dispositif qui permet au médiateur, dans un délai de quinze jours, de soumettre des propositions de règlement aux partenaires sociaux qui disposent de cinq jours pour les accepter ou non ;

- la publication au Journal Officiel de la République ou au Bulletin Officiel de la collectivité territoriale concernée, du rapport du médiateur assorti du constat d'accord ou de désaccord des parties.

La proposition de loi pose par ailleurs le principe d'un service minimal dans tout service public, dès lors que l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens, les liaisons et communications indispensables à l'action gouvernementale ainsi que la continuité du service public nécessaire aux besoins essentiels du pays l'exigent.

Pour ce faire, des décrets en Conseil d'Etat déterminent les modalités de ce service minimal dans chacun des services publics concernés. Ils définissent notamment les services ou catégories de personnels strictement indispensables à l'exécution de ce service et

désignent les autorités administratives responsables de sa mise en oeuvre.

Cependant, dans les entreprises, établissements et organismes chargés de la gestion d'un service public, un accord entre la direction et les organisations syndicales représentatives définit le service minimal à assurer qui doit répondre aux impératifs fixés plus haut. Ce n'est qu'à défaut d'accord, ou d'une insuffisante définition du service minimal que les décrets définissent celui-ci et en fixent les modalités.

L'autorité hiérarchique ou la direction de l'entreprise est alors tenue, si le personnel est en nombre insuffisant, de requérir ceux qui doivent rester en fonction pour assurer ce service minimal et garantir ainsi la continuité du service public.

Tel est, Mesdames et Messieurs, l'objet de la proposition de loi que nous vous demandons d'adopter.

PROPOSITION DE LOI

Article premier

Le début de l'article L. 521-2 du code du travail est ainsi rédigé :

"Art. L. 521-2 - Les dispositions de la présente section s'appliquent aux personnels civils de l'Etat, des régions, des départements et des communes ainsi qu'aux personnels des entreprises ... (le reste sans changement)."

Art. 2

Après l'article L. 521-2 du code du travail, il est inséré les articles L. 521-2-1 à L. 521-2-3 ainsi rédigés :

"Art. L. 521-2-1 - Toute grève doit être précédée de la mise en oeuvre d'une médiation définie à l'article L. 521-2-2 du présent code.

"Le préavis de grève prévu à l'article L. 521-3 ne peut être déposé qu'après échec de cette médiation.

"Art. L. 521-2-2 - Un médiateur est nommé, dans un délai de cinq jours, par le ministre de tutelle pour les services publics nationaux ou par le représentant de l'Etat dans le département pour les services publics locaux, à la demande écrite et motivée, soit de l'autorité hiérarchique ou de la direction, soit de la ou des organisations syndicales ayant recueilli les voix de plus de la moitié des électeurs inscrits lors des dernières élections professionnelles.

"Ce médiateur est désigné parmi des personnalités qualifiées, extérieures à l'entreprise, à l'établissement ou au service concerné. Il dispose des pouvoirs prévus à l'article L. 524-2 du présent code.

"Art. L. 521-2-3 - Dans un délai de quinze jours à compter de sa nomination, le médiateur soumet des propositions en vue du règlement du litige, aux parties concernées, qui disposent de cinq jours pour donner ou non leur accord.

"Au terme de ce dernier délai, les propositions du médiateur ainsi que le constat d'accord ou de désaccord sont publiés au Journal Officiel de la République ou au Bulletin Officiel de la collectivité territoriale concernée.

"Art. L. 521-2-4 - Un décret fixe les modalités d'application des articles L. 521-2-1 à L. 521-2-3."

Art. 3

Après l'article L. 521-4 du code du travail, il est inséré les articles L. 521-4-1 à L. 521-4-2 ainsi rédigés :

"Art. L. 521-4-1 - En cas de cessation concertée du travail des personnels mentionnés à l'article L. 521-2, l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens, les liaisons et communications indispensables à l'action du Gouvernement, des exécutifs locaux et de leurs administrations, ainsi que la continuité du service public nécessaire aux besoins essentiels du pays dans les domaines sanitaire, économique et social sont sauvegardés par l'institution d'un service minimal.

"A cette fin, des décrets en Conseil d'Etat déterminent les modalités d'application de ces dispositions. Ils définissent notamment les activités et les catégories de personnels strictement indispensables à l'exécution de ce service minimal et désignent les autorités administratives responsables de la mise en oeuvre du présent article.

"Toutefois, dans les entreprises, établissements et organismes chargés de la gestion d'un service public visés à l'article L. 521-2, un accord entre la direction et les organisations syndicales représentatives détermine le service minimal qui doit être assuré. A défaut d'accord ou si la définition du service minimal ne répond pas aux critères définis au premier alinéa du présent article, les décrets mentionnés à l'alinéa ci-dessus définissent ce service minimum et en fixe les modalités.

"Art. L. 521-4-2 - Lorsque les personnels mentionnés à l'article L. 521-2 sont en nombre insuffisant, l'autorité hiérarchique ou la direction requièrent les catégories de personnes ou les agents qui doivent demeurer en fonction pour assurer le service minimal défini à l'article précédent."